

Réveiller l'Europe

CINQUANTE ANS après le lancement du plan Schuman, qui l'a mise sur les rails, 59 % des Français se déclarent, selon un récent sondage CSA, en faveur de la construction européenne. Ils y ont du mérite : le moins que l'on puisse dire est en effet qu'elle est surtout caractérisée, pour le moment, par un beau cafouillage.

Que la France exerce jusqu'à la fin de l'année la présidence de l'Union européenne n'y a jusqu'à présent rien changé. C'est à peine si l'on s'est étonné d'entendre à quelques jours d'intervalle Jacques Chirac trouver des accents tout à fait inhabituels pour prôner, devant le Reichstag reconverti en Bundestag, l'adoption d'une « Constitution européenne » et la création « dès l'an prochain d'un groupe pionnier », puis déclarer tranquillement devant l'Assemblée de Strasbourg que ces réflexions, ne visant qu'à « éclairer l'avenir », se situaient au-delà de la présidence française. « Il s'est dégonflé », a simplement noté Daniel Cohn-Bendit, qui, après le discours de Berlin, avait souhaité au président la « bienvenue au club européen ». « Cette fois, Jospin a dû exiger de relire le discours », lui a fait écho François Bayrou. « Ce n'est pas un discours des autorités françaises », avait gentiment dit, entre-temps, le ministre des affaires européennes.

Un autre se serait vexé, mais Chirac apparemment pas : la France de la cohabitation rugueuse continue plus que jamais de parler d'une seule voix. Et comme l'a rappelé Hubert Védrine dans ces colonnes, la tâche du pays qui préside n'est pas de lancer des idées nouvelles, mais de faire s'entendre les pays membres sur les questions les plus urgentes. C'est-à-dire, en l'occurrence, la réussite de la conférence intergouvernementale qui doit se tenir à Nice en décembre pour mettre au point les modalités d'un nouveau traité adaptant les institutions de l'Union à son élargissement. Il s'agit de modifier le nombre des membres de la Commission, la pondération des voix, etc. On voit mal comment, à défaut, l'UE pourrait être à terme autre chose qu'une vaste zone de libre-échange.

Oui, certes, mais il est vain de prétendre passionner l'opinion autour d'enjeux si techniques. Les problèmes dont avait à débattre, il y a un demi-siècle, l'Europe naissante n'étaient pas moins ardues que ceux dont elle a à connaître aujourd'hui : il n'empêche que, en pour et en contre, le pays s'est enflammé à leur sujet.

André Fontaine

Lire la suite page 15

Réveiller l'Europe

Suite de la première page

Et il l'a fait parce que l'on ne l'a jamais alors enfermé dans des controverses technocratiques, parce que Monnet, Schuman, Adenauer, Spaak, de Gasperi ont su faire rêver leurs concitoyens, et que l'opposition acharnée de De Gaulle, des communistes et de bien d'autres a contribué à les convaincre de l'importance de l'enjeu. On ne peut donc que se féliciter que, chacun de son côté, le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, et le président français, aient donné quelques coups de projecteur de nature à relancer la discussion.

Joschka Fischer a emprunté à Jacques Delors l'idée d'« une fédération d'Etats-nations ». La formule a le mérite de surmonter ce qui a été longtemps au cœur de la dispute entre « Européens » et « anti-Européens », les premiers – comme François Fontaine – considérant que la nation constituait un « frein » à leur entreprise, les seconds ne pouvant se faire à l'idée de voir disparaître la nation française. Le bon sens impose de constater aujourd'hui qu'il existe déjà de nombreux éléments fédéralistes dans les structures européennes, avec la cour de justice, l'euro, l'espace Schengen, l'Europe de la défense, et qu'en même temps, si les souverainetés se trouvent ainsi limitées, les identités nationales demeurent très fortes. L'exaltation produite par l'Euro 2000 suffit à le démontrer.

Et que dire du nucléaire, tant civil que militaire ? Alors que les Allemands s'en détournent chaque jour un peu plus, il constitue pour la France sa principale source d'énergie et un élément fondamental de sa sécurité militaire.

Ajoutons la culture, la langue, la francophonie, la présence outremer, l'appartenance au Conseil de sécurité où, le monde étant ce qu'il est, la République fédérale, malgré le soutien de Jacques Chirac, n'est sans doute pas près de la rejoindre. L'ancien président du parti chrétien démocrate allemand, Wolfgang Schäuble, n'a pas tort d'écrire que, « même dans une fédération européenne, le cadre national restera la référence identitaire ».

QUI FAIT QUOI

Reste que l'on ne dispose pas d'un modèle pour une fédération regroupant, comme l'Union européenne, des pays dont certains ont plus de mille ans d'âge. D'où l'idée exprimée en novembre dernier par Johannes Rau, le président de la RFA, de donner à l'Europe une « Constitution fédérale ». Jacques Chirac, dans son discours de Berlin, a repris le substantif sans l'adjectif. A juste titre, il a insisté sur la nécessité de préciser qui fait quoi. Qu'on retienne ou non le concept de Constitution, on n'y échappera pas. Et ce terme aurait l'avantage d'institutionnaliser plus fortement l'Union, en procurant la possibilité de la faire consacrer par un référendum.

Faut-il pour autant mettre à sa

tête un président élu au suffrage universel, comme le suggère, avec les Verts, François Bayrou ? La formule paraît singulièrement difficile à mettre au point. Imagine-t-on la reine Elizabeth, Juan Carlos ou le chef de l'Etat français passer derrière M. ou M^{me} X ? Combien de temps resterait-il en fonctions ? Ne serait-il pas plus facile de mettre en place des ministres européens, choisis d'un commun accord par les gouvernements intéressés ? Sauf erreur, Michel Jobert avait commencé à travailler sur un projet de ce genre lorsqu'il était ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou, mais il n'avait pas réussi à convaincre vraiment ce dernier qui manifestait, dans toutes ces affaires, un grand scepticisme.

Reste un dernier point, sans doute pour le moment le plus important : la constitution de ce « noyau dur » que Jacques Chirac a préféré appeler à Berlin « un groupe pionnier ». Plus les membres de l'UE seront nombreux, plus cette idée s'imposera, dans la mesure où certains piaffent devant les lenteurs de la construction européenne tandis que d'autres trouvent son rythme beaucoup trop rapide à leur goût. Après tout, c'est ainsi qu'elle a progressé depuis le début, sous l'impulsion de ce couple fran-

co-allemand dont la pérennité constitue aujourd'hui encore une des principales raisons de ne pas désespérer de l'avenir de cette partie du monde.

Mais depuis la fameuse rencontre de Saint-Malo, en 1998, la France et la Grande-Bretagne ont constitué un couple à bien des égards comparable en matière de défense. C'est encore plus vrai des onze Etats, bientôt douze avec la Grèce, qui se sont lancés dans l'aventure de l'euro.

Les pays de l'Est candidats ne voient apparemment pas ces entreprises d'un trop bon œil. Mais ne pourrait-on pas associer tel ou tel d'entre eux à l'un de ces projets, à titre d'observateur, pour commencer, afin d'apaiser leur crainte d'être réduits à l'état de sujets de l'Europe occidentale ? Ce catalogue est loin d'être exhaustif. Ne serait-il pas dommage de le renvoyer à des temps meilleurs, alors que des progrès sur telle ou telle de ces questions seraient sans doute de nature à faciliter la préparation de la conférence de Nice et à dissiper le pessimisme de ceux, et ils sont nombreux, qui, comme le dernier numéro de la revue *Commentaire*, voient actuellement l'Europe « en péril » ?

André Fontaine